

COMMUNE DE BEYCHAC ET CAILLEAU

**ROUTE DE LA MAIRIE
33750 BEYCHAC ET CAILLEAU
Tel : 05.56.72.96.35**

Marché public

Cahier des clauses administratives particulières

Objet du marché ordinaire

**acquisition, installation et paramétrage de
matériel informatique**

Numéro de Marché : 2019-009

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
le marché concerne l'acquisition, l'installation et le paramétrage de matériel informatique pour les services administratifs, scolaires et culturels de la commune de BEYCHAC ET CAILLEAU.

Article 2 – Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 3 – Décomposition des prestations

Les prestations sont réparties dans des lots définis comme suit :

Lot n°1 : MATERIEL INFORMATIQUE

ce lot concerne l'acquisition, l'installation et le paramétrage de matériel informatique et matériel audio divers
Quantité ou étendue : les acquisitions concernent les services administratifs de la mairie, la médiathèque, et l'école

Lot n°2 : MATERIEL VIDEOPROJECTION

ce lot concerne l'acquisition, l'installation et le paramétrage d'un ensemble de matériel de vidéoprojection dans une salle de classe

Article 4 – Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le devis descriptif et estimatif détaillé que produira le candidat
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) complété par le candidat

Article 5 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 6 – Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 7 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 8 – Durée du marché

Concernant le lot n°1 MATERIEL INFORMATIQUE:

le matériel informatique destiné aux services administratifs et culturels devra être livré, installé et paramétré en cours d'été 2019.

La date souhaité d'installation, paramétrage du serveur sera précisée ultérieurement. A titre indicatif, les services envisagent une installation courant septembre 2019.

Concernant le lot n°2 MATERIEL VIDEOPROJECTION:

le matériel devra être IMPERATIVEMENT livré, installé et paramétré avant la rentrée scolaire. Une date d'intervention courant juillet serait un plus.

Article 9 – Emballage

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC, les emballages sont conservés par le pouvoir adjudicateur.

Article 10 – Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Article 11 – Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées selon les modalités suivantes :

la livraison s'organise sur trois sites :

- la mairie,
- la médiathèque,
- le groupe scolaire.

ces trois espaces sont situés route de la mairie.

Article 12 – Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et de l'application informatique sont réalisées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG-TIC.

Article 13 – Opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitative sont effectuées conformément à l'article 25 du CCAG-TIC selon les modalités suivantes : la vérification quantitative est liée à la vérification qualitative.

Les opérations de vérification qualitative sont réalisées en deux étapes, vérification d'aptitude et vérification de service régulier, conformément à l'article 26 du CCAG-TIC.

La vérification d'aptitude (V.A.) est réalisée, conformément à l'article 26.2.1 du CCAG dans un délai d'un mois par des essais effectués selon les modalités suivantes :

la livraison, l'installation et le paramétrage des matériels seront réputés conformes lorsque chaque utilisateur aura validé ces étapes et affirmera ne pas rencontrer de difficultés d'utilisation.

La vérification de service régulier (V.S.R.) est effectuée, conformément à l'article 26.2.2 du CCAG sur une période d'un mois, selon les modalités suivantes : .

Article 14 – Décisions après vérifications

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-TIC.

Article 15 – Evolutions techniques

En cas d'évolution technologique, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Article 16 – Modalités de paiement

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde.
Les versements des acomptes seront effectués selon les modalités suivantes :
Les demandes d'acomptes concerneront le matériel livré, installé et paramétré.

Le versement du solde pourra être effectué selon les modalités suivantes :
Le versement du solde interviendra lorsque le matériel sera intégralement livré, installé et paramétré.

Article 17 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.
Elle mentionne aussi le détail des prix unitaires.

Article 18 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne peut être utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

La facturation en ligne est obligatoire pour les Micro-entreprises au 1er janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, toute facture transmise en dehors du portail chorus-pro autorise la personne publique à la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article 1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Article 19 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 20 – Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 21 – Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 22 – Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-TIC, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 23 – Garantie technique

Les dispositions des articles 30.1 à 30.6 du CCAG-TIC s'appliquent.

Article 24 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 25 – Pénalités de retard

Les pénalités journalières de retard sont prévues à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Article 26 – Règles générales d'application des pénalités

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché. Le terme "d'exonération" s'entend strictement. La totalité des pénalités est due si le seuil est dépassé.

Article 27 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 40.2 du CCAG-TIC, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 28 – Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG-TIC en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 29 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier

d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 30 – Attribution de compétence

Le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BORDEAUX est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 31 – Dérogations

L'article 9 - Emballage déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-TIC.

L'article 27 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 40.2 du CCAG-TIC.